L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux : 93 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI, 16 JUILLET 1886.

FORT ESPAGNOL.—Bien des rogatons ont leur prix : il en est souvent avec lesquels on peut encore composer très agréable menu.

La Direction du Fort Espagnol est aussi de cet avis, et vous verrez qu'elle y trouvera son compte aussi bien que le public.

Tous ceux qui ont assisté à la fête donnée mercredi dernier au Fort Espagnol en l'honneur du 14 juillet, en ont remarqué le splendide éclairage ; on a parlé, on parle encore et du nombre de lumières électriques, de lanternes vénitiennes, et de la pittoresque façon dont celles-ci étaient disposées.

Or si considérable qu'ait été la foule qui s'est portée à ce beau spectacle de l'autre soir, il en est sans doute beaucoup que des contrariétés, survenues à la dernière heure, ont privés de ce plaisir.

La Direction, composée d'hommes pratiques, a songé à ce fait; elle a pensé justement qu'elle en pouvait tirer bon parti, tout en se rendant au vœu d'un nombre important de visiteurs.

En conséquence, elle a décidé que dimanche prochain, 18 juillet, elle offrirait aux absents de mercredi l'occasion de se dédommager. A cet effet, elle va une seconde fois utiliser l'immense matériel dont il a été fait usage avant hier, et en reproduire fidèlement, sous le rapport de l'illumination, tout au moins, le tableau tant goûté cette nuit-là.

Ici les rogations, puisque nous avons écrit le mot, ont une valeur exceptionnelle, car ce sont là morceaux auxquels on n'a point touché, qui restent dans leur entier. Que si quelques uns avaient été enlevés, on les remplacerait aussitôt par du battant neuf; et qui sait même si, se piquant au jeu, la direction ne se mettra point en tête de donner plus d'éclat encore, s'il est possible, à ce magnifique éclairage !

Mais demeurons convaincu que son idée est excellente. Ceux qui n'étaient pas là le 14 juillet, y viendront assurément le 18, après demain, et sans nul doute aussi, ceux qui y ont trouvaient, y reviendront en bon nombre.

Vive la concurrence ! c'est à elle que nous devons les efforts continus de ceux qui administrent le West End, le Fort Espagnol; grâce à elle aussi nous pouvons être certains que, durant toute la saison des chaleurs, nous aurons de charmantes fêtes de jour et de nuit dans ces deux charmants endroits.

Les spectacles, les concerts qui s'y donnent, sont offerts gratuitement à la foule ; le prix de l'excursion est insignifiant — 15 cents — et la population de la Nouvelle-Orléans est trop considérable, même en été, pour ne pas assurer un patronage suffisant, fructueux, à l'une et l'autre de ces localités.

Ce soir, concert par l'excellent orchestre de M. Geo. Sontag.

WEST END.—Il restait encore hier bon nombre d'excursionistes à la Nouvelle-Orléans ; les divers établissements du West End s'en sont ressentis. Beaucoup de ces visiteurs s'y étaient rendus afin de s'y promener plus à l'aise, d'entendre, assis, le Concert intéressant qui se donne là chaque soir.

Assurément on n'y trouvait plus cette foule que l'on avait rencontrée la veille, néanmoins le résultat de la soirée a dû être très satisfaisant.

Le 14 juillet n'est déjà plus qu'un souvenir ; pourtant, n'en avez aucun doute, la Compagnie du West End saura dompter, durant quelque combinaison qui lui attirera des milliers et des milliers de curieux. Nous oserions presque gager que déjà elle est en train de compléter ce qu'elle a commencé, auxquels le public résiste malaisément, et que la prochaine fête viendra dans un très court délai.

Qui s'engage en pareille entreprise, connaît les exigences de la position. C'est là un *go ahead* perpétuel, obligé : le succès n'est qu'au prix d'une infatigable activité d'abord, et aussi de beaucoup d'ingénuosité. L'une et l'autre sont chez ceux qui ont la direction du West End; nous n'hésitons point à nous en porter garant.

En attendant, le concert du chaque soir par l'orchestre que conduit M. Moses, est là qui appelle les amateurs de musique; et au mois de juillet, la musique est plus aimable encore, quand on l'entend en plein air, et qu'à son concert se mêle celui de la brise et du bruit des vagues.

Et-il besoin de rappeler combien il est important pour nous de porter tout notre appui à semblables entreprises ? Non seulement elles nous procurent des jouissances réelles, mais encore elles retiennent un bien des personnes, qui s'éloigneraient aussitôt de la Nouvelle-Orléans, si, durant l'été, elle revenait au calme plat d'autrefois.

MUSIQUE.—La maison Thomas Goggan et frère, Galveston, Texas, éditeurs de musique, nous envoie une composition d'un artiste connu et souvent applaudi à la Nouvelle-Orléans, M. A. H. Knoll, cornétiste. Ce morceau de chant a pour titre : *I dreamed of you, my loved one* ; les paroles en ont été écrites par M. E. H. Arnold.

Il y a de la plainte, de l'élégie dans ce Rêve du collaborateur de M. Knoll, et celui-ci a trouvé, pour l'exprimer, un chant qui ne manque ni de caractère, ni de sensibilité. Facile à chanter, et d'un accompagnement simple, cette œuvre, dédiée à Mlle Lolo Roig, de la Nouvelle-Orléans, sera vite sur bien des pianos.

MILNEBURG OPERA-HOUSE.—Le bal de mercredi dernier a été un succès pour le Milneburg Opera House. Du reste, ce qu'il théâtre est en vogue depuis quelque temps, et il s'efforcera de la conserver par le choix de ses troupes et de ses programmes.

Ce soir, représentation que nous recommandons et qui combine plusieurs genres. Il va sans dire que toujours la note comique y domine.

PANORAMA.—Les curieux ont repris le chemin du Panorama situé au coin des rues du Canal et Dauphine. Leur curiosité n'y sera point déçue. Ils trouveront là, en effet, la composition panoramique de Philippoteaux, dont nous avons souvent parlé à cette place, et qui est certainement l'un des beaux efforts de l'art contemporain.

Quand on a vu cette *Dernière Bataille de Paris*, on y revient encore et encore, irrésistiblement, tant elle abonde en détails intéressants, saisissants.

Le Panorama est ouvert tous les jours de 9 heures du matin à 5 heures et demie de l'après-midi.

—Le "Columbia Steam Fire Co., No 5" vient de recevoir une machine d'un modèle entièrement nouveau et d'une grande beauté.

Cette compagnie de pompiers veut célébrer la nouvelle venue, et à cet effet elle donnera une fête qui aura lieu en son local, rue Julia, entre les rues Baronne et Carondelet, demain 17 juillet à 8 heures du soir.

Nos remerciements à MM. Thomas O'Connor, président du comité d'organisation et Jno. J. McEvoy, pour l'invitation adressée à l'*Abeille*.

MARIAGES, NAISSANCES ET DECES

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Joseph Emile Malnoury à Mlle Pauline Marie Josephine LeBlanc.

Alphonse Planchard à Mlle Thérèse Moss.

Alexander Smith à Mlle Irene Delahaunt.

Naissances.

Mme George R. Hannag, un garçon.

Mme Louis Cluar, un garçon.

Mme Joseph Wild, un garçon.

Mme Joseph O'Brien, un garçon.

Décès.

Sarah Smith, 18 mois et 15 jours, 58 rue Septième.

Théodore Frah, 62 ans, coin des rues Marigny et Morales.

Charles Hoffmann 21 ans, coin Flood et St Claude.

Gustave Monrose Cabare, 6 ans, rue Galvez, près Dumaine.

Michael Clair, 21 ans, 10 St Jane.

James De Bratte, 18 mois, 222 rue Bienville.

John McCoy, 50 ans, 252 1/2 rue Perdido.

Chemins de fer.

Heures d'arrivée et de départ.

ILLINOIS CENTRAL

Arrivée.	Départ.
No 1 Ex..... 11.00 pm	No 2 Ex.....9.15 am
No 3 Lim. Ex..8.20 am	No 4 Chi Ex.....6.00 pm

LOUISVILLE AND NASHVILLE.

No 3 Cin. Ex . 7.20 am	No 4 Fast Line. 7.35 am
No 1 Fast Line 7.20 pm	No 6 Cent Ac 3.35 pm
No 5 Cent Ac 9.05 am	No 2 Cin. Ex.. 8.25 pm

TEXAS AND PACIFIC.

No 53 Ex.....9.00 am	No 51 Ex .....5.40 pm
No 54 Mixage	No 52 Mixage
Local . . 7.15 pm	Local . . 7.45 am

NEW ORLEANS AND NORTHEASTERN.

Fast Mail .....2.35 pm	Fast Mail.....10.30 am

LOUISVILLE NEW ORLEANS & TEXAS.

No. 1 .....9.00 am	No. 2 .....5.00 pm
No. 3 .....6.50 pm	No. 4 .....7.35 am
No. 5.....10.00 am	No. 6 .....4.15 pm

SOUTHERN PACIFIC COMPANY, ATLANTIC SYSTEM. MORGAN LINE.

No 19 Cadet . 7.40 am	No 50 Local.. 8.10 am
No 53 Local . 6.30 pm	No 2 Cadet. 7.30 pm

SHELL ROAD RAILROAD.

Dimanches—	Dimanches—
8.00, 11.00 a m & 6.00 pm	6.30 a m, 11.30, 6.30 pm
Jours de la semaine —	Jours de la semaine —
6.15 a m, 3.15 p m	9.45 a m., 6.30 p m

OFFICIEL.

LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

SESSION RÉGULIÈRE DE 1886.

No. 45 LOI.

Pour déroger à nouveau les sections 1,015, 2,063 et 3,951 des Statuts Révisés de l'Etat pourvoyant à la nomination d'un commis de propriétés (property Clerk) dans la paroisse d'Orléans, à sa rétribution et au paiement de ses gages.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que les sections 1,015, 2,063 et 3,951 des Statuts Révisés de l'Etat de la Louisiane, sont décrétées à nouveau dans les termes suivants :

Sec. 1,015.—Quand une personne accusée d'un délit quelconque est traduite devant un juge de paix ou un juge d'instruction, dans une paroisse de l'Etat, ou devant un recorder de la ville de la Nouvelle-Orléans, il sera du devoir dudit juge de paix, du juge d'instruction ou du recorder de la ville de la Nouvelle-Orléans, de prendre par écrit les dépositions et les déclarations de tous les témoins importants comparaissant au nom de l'Etat, et, quand les accusés le demanderont, les dépositions et déclarations des principaux témoins de la défense ; ils recevront aussi, s'ils le jugent à propos, le cautionnement des dits témoins, jusqu'à concurrence de tout montant raisonnable, pour répondre de la comparution de ces derniers devant la cour ayant connaissance de l'affaire, pour y déposer et ne point se retirer sans la permission de la cour. Ces témoignages et ces cautionnements (bonds) seront adressés immédiatement au greffe de la cour ayant juridiction dans l'affaire. Les dits juges d'instruction ou recorders garderont entre leurs mains, jusqu'au renvoi du prévenu devant une cour de district ou sa décharge, tout argent, toute arme, toute valeur, tout objet quelconque destinés à servir de pièces à conviction pendant le procès.

Ils livreront aussi au greffe des cours de district des paroisses de cet Etat, dans leurs districts judiciaires respectifs, et au greffier de la Cour criminelle de district dans la paroisse d'Orléans, l'argent, les objets volés, les armes dont se sera servi les inculpés, les billets ou effets contrefaits, ou toute autre pièce à conviction, dont on peut avoir besoin dans le cours du procès, ainsi que tout effet, argent ou valeur quelconque trouvés sur l'accusé au moment de son arrestation ou de son emprisonnement. Il sera du devoir desdits greffiers de cour et du greffier de la cour criminelle de district de la paroisse d'Orléans, de recevoir et de conserver les objets ci-dessus pour les apporter à la cour quand ils en recevront l'ordre.

Afin de mettre à exécution les dispositions de cette section, le greffier de la Cour criminelle de la paroisse d'Orléans est autorisé à nommer un député-greffier additionnel qui sera désigné sous le nom de commis de propriétés (property clerk), lequel aura la garde des objets ci-dessus, tant que le greffier le jugera convenable. Le salaire de ce député-greffier sera de cent dollars ($100) par mois, payable par la ville de la Nouvelle-Orléans et à inscrire dans le budget annuel de la dite ville.

Il sera du devoir du dit commis de propriétés, sous la direction et le contrôle du greffier de la dite cour criminelle de district, de recevoir et garder l'argent et les objets ci-dessus, et de mettre à exécution les dispositions de cette loi telles qu'elles s'appliquent à la paroisse d'Orléans.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente est abrogée.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé ce 2 juillet 1886.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No. 46 LOI.

Pour amender et décréter à nouveau l'article 398 du Code de procédure de la Louisiane.

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que l'article trois cent quatre-vingt dix-huit (398) du Code de Procédure, est amendé et décrété à nouveau dans les termes suivants :

Si l'opposition a pour but d'écarter l'ordre de saisie comme appliqué à des propriétés n'appartenant pas à la partie contre qui a été dirigé l'ordre de saisie, mais appartenant au contraire à un tiers, faisant la dite opposition, on devra procéder par une pétition, laquelle sera adressée avec l'assignation accompagnée à la partie opérant la saisie, comme dans les affaires ordinaires. Cette opposition sera considérée comme une demande distincte, en dehors de l'affaire dans laquelle a été émis l'ordre de saisie. Il est bien entendu que dans toutes les affaires où des biens, meubles sont saisis en vertu d'un jugement final et où ces biens sont réclamés par un tiers opposant, le créancier saisissant, dans sa réponse à celui-ci, pourra alléguer et prouver que le titre du tiers opposant est frauduleux. La Cour dans ce cas prononcera.

H. W. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CLAY KNOBLOCH,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé, ce 2 juillet 1886.

S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
OSCAR ARROYO,
Secrétaire d'Etat.

No. 47. LOI.

Faisant des allocations pour défrayer les dépenses ordinaires du Gouvernement, pour payer l'intérêt de la dette publique, pour solder les dépenses des écoles publiques et subvenir aux charités publiques, dans l'Etat de la Louisiane, ainsi que pour construire et réparer les levées publiques, pendant l'année commençant le 1er juillet 1886 et se terminant le 30 juin 1887, et aussi pendant l'année commençant le 1er juillet 1887 et se terminant le 30 juin 1888.

Section 1ère—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que les sommes suivantes, ou telles parties qui seront nécessaires, à prendre de tout fonds du trésor de l'Etat non autrement affecté, sont allouées pour solder les dépenses suivantes pendant l'année commençant le 1er juillet 1886 et se terminant le 30 juin 1887, et aussi pour l'année commençant le 1er juillet 1887 et se terminant le 30 juin 1888.

A PRENDRE DU FONDS GÉNÉRAL.—DÉPARTEMENT EXÉCUTIF.

Pour le salaire du gouverneur, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$4,000.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$4,000.00

Pour le salaire du secrétaire particulier du gouverneur, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887..$2,200.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$2,200.00

Pour le messager et le garçon de service (porter) du bureau du gouverneur, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,000.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,000.00

Pour dépenses du bureau du gouverneur, port de lettres, télégrammes, fournitures de bureau, et autres frais, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,500.00

Pendant l'année expirant le 30 juin 1888.....$1,500.00

Pour récompenses offertes par le Gouverneur dans le but d'amener l'arrestation de criminels pendant l'année se terminant le 30 juin 1887..$1,000.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,000.00

Pour loyer de la résidence du Gouverneur pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$600.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$900.00

Pour le commis du Gouverneur pendant la session de 1886.....$150.00

AVOCAT-GÉNÉRAL.

Pour le salaire de l'avocat-général, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$3,000.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$3,000.00

Pour le salaire du commis de l'avocat-général, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,500.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500.00

Pour loyer du bureau et dépenses de l'avocat-général, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$600.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$600.00

Pour garçon de service (porter) de bureau de l'Avocat-Général, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$400.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$400.00

Pour port de lettres, télégrammes, fournitures de bureau du bureau de l'Avocat-Général pendant l'année expirant le 30 juin 1887.....$200.00

Pour l'année expirant le 30 juin 1888.....$200.00

Pour frais de voyages nécessités par les affaires de l'Etat, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887..$1,500.00, ou telle partie de cette somme qui sera nécessaire.....$1,500.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500.00

SECRÉTAIRE D'ETAT.

Pour le salaire du Secrétaire d'Etat pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,800.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,800.00

Pour commi dans le bureau du secrétaire d'Etat, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,500.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500.00

Pour port de lettres, frais d'express et télégrammes du bureau du secrétaire d'Etat et du bibliothécaire d'Etat, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,500.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500.00

Pour messager et garçon de service (porter) pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$720.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$720.00

Pour frais de voyage dans l'Etat, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887 et 1888.....$500.00

Pour récompenses offertes par le Gouverneur dans le but d'amener l'arrestation de criminels pendant l'année se terminant le 30 juin 1887..$1,000.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,000.00

Pour loyer de la résidence du Gouverneur pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$600.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$900.00

Pour le commis du Gouverneur pendant la session de 1886.....$150.00

AVOCAT-GÉNÉRAL.

Pour le salaire de l'avocat-général, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$3,000.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$3,000.00

Pour le salaire du commis de l'avocat-général, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,500.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500.00

Pour loyer du bureau et dépenses de l'avocat-général, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$600.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$600.00

Pour garçon de service (porter) de bureau de l'Avocat-Général, pendant l'année, se terminant le 30 juin 1887.....$400.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$400.00

Pour port de lettres, télégrammes, fournitures de bureau du bureau de l'Avocat-Général pendant l'année expirant le 30 juin 1887.....$200.00

Pour l'année expirant le 30 juin 1888.....$200.00

Pour frais de voyages nécessités par les affaires de l'Etat, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887..$1,500.00, ou telle partie de cette somme qui sera nécessaire.....$1,500.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500.00

SECRÉTAIRE D'ETAT.

Pour le salaire du Secrétaire d'Etat pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,800.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,800.00

Pour commi dans le bureau du secrétaire d'Etat, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,500.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500.00

Pour messager et garçon de service (porter) pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$720.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$720.00

DÉPARTEMENT JUDICIAIRE.

Pour salaires des juges de la Cour Suprême, pour l'année finissant le 30 juin 1887, vingt-cinq mille dollars.$25,000

Pour l'année finissant le 30 juin 1888, vingt-cinq mille dollars.....$25,000.00

Pour le salaire du Rapporteur de la Cour Suprême, pour l'année finissant le 30 juin 1887, quinze cents dollars.....$1,500 00

Pour l'année finissant le 30 juin 1888, quinze cents dollars.....$1,500 00

Pour salaires de trente juges de district, paroisses rurales, pour l'année finissant le 30 juin 1887, quatre-vingt-dix mille dollars.$90,000 00

Pour l'année finissant le 30 juin 1888, quatre-vingt-dix mille dollars.....$90,000 00

Pour salaires de sept juges de district, paroisse d'Orléans, pour l'année finissant le 30 juin 1887, vingt-huit mille dollars.....$28,000 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, vingt-huit mille dollars.....$28,000 00

Pour salaires de deux juges, cour de cité, paroisse d'Orléans, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, huit mille dollars.....$8,000 00

Pour l'année se termina le 30 juin 1888, huit mille dollars.....$8,000 00

Pour salaires de dix juges de circuit, paroisses rurales, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, quarante mille dollars.....$40,000 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, quarante mille dollars.....$40,000 00

Pour salaires de vingt sept avocats de district, paroisses rurales, pour l'année se terminant le 30 juin1887, vingt-sept mille dollars.....$27,000 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, vingt-sept mille dollars.....$27,000 00

Pour salaire d'avocat de district, paroisse d'Orléans, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, mille dollars.....$1,000 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, mille dollars.....$1,000 00

Pour salaire d'assistant avocat de district, paroisse d'Orléans, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, mille cinq cents dollars.....$1,500 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, mille cinq cents dollars.....$1,500 00

DIVERS.

MAISON D'ETAT.

Pour l'assurance de la Maison d'Etat et dépendances pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$2,100 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$2,100 00

Pour le salaire du gardien de la Maison d'Etat pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$600 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$600 00

Pour le gardien de nuit de la Maison d'Etat pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$600 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$600 00

Pour ouvriers employés et nettoyage de lieux d'aisance pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$500 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$500 00

Il est bien entendu que sur ce montant $300 serviront à payer les ouvriers employés et $200 à entretenir et orner le terrain en y plantant des arbustes, fleurs, etc. Il est bien entendu aussi que toute partie de cette allocation ne sera payée si l'on admet sur les terrains de la maison d'Etat des chevaux ou autres animaux.

Pour éclairage et combustible, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$750 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$750 00

HOSPICE DES AVEUGLES.

Pour l'entretien de l'Hospice des Aveugles pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$7,500 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$7,500 00

HOSPICE DES SOURDS-MUETS.

Pour l'entretien de l'Hospice des Sourds-Muets pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$10,000 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$10,000 00

UNIVERSITÉ DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Pour l'entretien de l'Université de l'Etat de la Louisiane et du Collége Agricole et Industriel, à Baton-Rouge, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$10,000 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$10,000 00

Il est bien entendu que sur ce montant $2,500 seront employés aux réparations nécessaires.

HOSPICE DES ALIÉNÉS.

Pour l'entretien de l'Hospice des Aliénés, à Jackson, pendant l'année expirant le 30 juin 1887.....$80,000.00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$80,000.00

Sur ce montant, il sera pris $2,000 pour l'éclairage et $3,500 pour les égouts et leur extension. Il est bien entendu que le montant ci-dessus ne sera affecté qu'au soin des aliénés résidant en Louisiane.

HÔPITAL DE CHARITÉ DE LA NLLE-ORLÉANS.

Pour l'entretien de l'Hôpital de Charité de la Nlle-Orléans, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$40,000.00

Pendant l'année expirant le 30 juin 1888.....$40,000.00

Il est bien entendu que les Louisianais domiciliés dans l'Etat seront seuls admis aux cours de l'Hôpital comme étudiants.

HOPITAL DE CHARITÉ A SHREVEPORT.

Pour l'entretien de l'Hôpital de Charité à Shreveport, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887...$10,000 00

Dont $2000 seront affectés aux constructions.

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$10,000 00

Dont $2000 affectés aux constructions.

HOPITAL DE CHARITÉ A ALEXANDRIE.

Pour l'Hôpital de Charité à Alexandrie, pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$2,500 00

Dont $2,500 affectés aux constructions.

SOLDIERS' HOME.

Pour l'entretien du Soldiers' Home, à la Nouvelle-Orléans, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887..$7,500 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$7,500 00

Il est bien entendu qu'il sera du devoir des Présidents et Conseils de Direction des diverses institutions charitables de l'Etat, de chercher à emprunter sur les warrants qui seront émis pour leur entretien, avant de disposer d'aucune partie des dits warrants. Désormais aucun warrant ainsi émis ne sera vendu sans le consentement du Gouverneur écrit sur le warrant même.

ARMURIER D'ETAT.

Pour le salaire de l'armurier d'Etat, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$600 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$600 00

ENREGISTREUR DE VOTANTS DE L'ETAT.

Pour salaire de l'enregistreur des votants de l'Etat, pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$3,600 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$3,600 00

Pour salaires du commis en chef de l'Enregistreur des votants, pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,500 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500 00

Pour salaire du garçon de service (porter) pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$500 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$500 00

COMMIS DE L'ENREGISTREMENT.

Pour vingt-six Commis d'Enregistrement, qui devront être employés soixante jours précédant l'élection, à trois dollars par jour, pour l'année finissant le 30 juin 1888, quatre mille six cent quatre-vingts dollars.....$4,680 00

ELECTIONS.

Pour les élections en 1886, à prendre du revenu de 1886, quinze mille dollars.....$15,000 00

Pour les élections en 1888, à prendre du revenu de 1888, quinze mille dollars.....$15,000 00

Pour des livres, bureau de l'Enregistreur des votants, pour l'année finissant le 30 juin 1887, mille quatre cents dollars.....$1,400 00

Pour l'année finissant le 30 juin 1888, mille quatre cents dollars..$1,400 00

AVOCATS DE DISTRICT DEVANT LA COUR SUPRÊME.

Pour payer trois avocats de district pour services devant la Cour Suprême, à (Monroe, Shreveport et Opelousas) d'après l'Acte 58 de 1867, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, deux cent-cinquante dollars ($250.00) chacun.....$750.00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, deux cent-cinquante dollars ($250.00) chacun.....$750.00

IMPRESSIONS D'ETAT.

Pour impressions d'Etat et les blancs dans les divers départements de l'Etat, y compris les frais de publication des Statuts Revisés déjà encourus ou à encourir (conformément à la loi de 1884), pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$25,000.00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$25,000.00

Pour impression des lois de la session de 1886, en français.....$1,000.00

ASSURANCE.—ENTRETIEN DE L'UNIVERSITÉ.

Pour l'assurance et les réparations de l'édifice occupé par l'Université de l'Etat de la Louisiane et le Collège Agricole et industriel, à Baton Rouge, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,400 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,400.00

SALAIRE DE L'ADJUDANT-GÉNÉRAL.

Pour salaire de l'Adjudant-Général, pourvu qu'il ait son office au capitole, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, deux mille dollars.....$2,000 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, deux mille dollars.....$2,000.00

MILICE.

Pour l'entretien de la milice en campagne, quand elle est appelée pour réprimer une insurrection ou repousser une invasion, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$3,750 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$3,750 00

Pour l'armement, l'équipement et l'entretien de la Milice et des corps de volontaires de l'Etat, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$5,000.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$5,000.00

BONS ET INTÉRÊT.

Pour payer vingt bons de $1,000 chacun, émis à l'Agent fiscal en vertu de la loi 73 de 1880, échéant le 1er avril 1887.....$20,000 00

Pour le payement de vingt bons de mille dollars chacun, échéant le 1er avril 1888.....$20,000 00

Pour le payement de l'intérêt sur quarante-sept mille dollars de bons émis en vertu de l'acte 73 de 1880, de la 1er octobre 1886 et le 1er avril 1887.....$1,880 00

Pour le payement de l'intérêt sur vingt-sept mille dollars de bons, émis en vertu de l'acte 73 de 1880, de la 1er octobre 1887 et le 1er avril 1888.....$1,080 00

SHÉRIF CIVIL DE LA NLLE-ORLÉANS.

Pour payer le Shérif civil, paroisse d'Orléans, pour services à la Cour Suprême, pour l'année finissant le 30 juin 1887.....$350 00

Pour l'année finissant le 30 juin 1888.....$350 00

SERVICE DU SHÉRIF A LA COUR SUPRÊME.

Pour payement des Shérifs des paroisses Caddo, St-Landry et Quachita, pour service à la Cour Suprême, pour l'année finissant le 30 juin 1887, cinquante dollars chacun ($250.00) chacun.....$150 00

Pour l'année finissant le 30 juin 1888, cinquante dollars chacun.....$150 00

BUREAU D'AGRICULTURE.

Pour salaire du commissaire du Bureau d'Agriculture, pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,500.00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500.00

Pour garçon de service (porter) pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$180.00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$180.00

Pour fournitures de bureau et port de lettres, pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$200.00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$200.00

Pour impression et distribution de documents, bulletins, rapports d'expériences, etc., pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$2,000.00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$2,000.00

Pour expériences faites dans des stations spéciales, pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,800.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888, dix-huit cents dollars...$1,800.00

BUREAU D'IMMIGRATION.

Pour salaire du Commissaire du Bureau d'Immigration, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887, quinze cents dollars.....$1,500.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888, quinze cents dollars.....$1,500.00

Pour fournitures de bureau, port de lettres, combustible, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887, deux cents dollars.....$200.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888, deux cents dollars...$200.00

Pour loyer de bureau, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887, trois cents dollars.....$300.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888, trois cents dollars...$300.00

Pour impression et distribution de documents, brochures, etc., pendant l'année se terminant le 30 juin 1887, deux mille dollars.....$2,000.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888, quinze cents dollars.....$1,500.00

Pour garçon de service (porter), pendant l'année se terminant le 30 juin 1887, cent quatre-vingts dollars.....$180.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888, cent quatre-vingts dollars.....$180.00

A PRENDRE DU FONDS COURANT DES ÉCOLES.

Pour l'entretien des écoles publiques gratuites, dans la proportion requise des taxes d'Etat prélevées dans ce but, pour l'année se terminant le 30 juin 1887.....$300,000 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, trois cents mille dollars.....$300,000 00

SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Pour salaire du Surintendant de l'Instruction Publique, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, deux mille dollars.....$2,000 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, deux mille dollars.....$2,000 00

Pour salaire du Secrétaire du Surintendant de l'Instruction Publique, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, huit cents dollars.....$800 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, huit cents dollars.....$800 00

Pour dépenses du bureau, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, deux cents dollars.....$200 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888, deux cents dollars.....$200 00

Pour frais de voyage, pour l'année se terminant le 30 juin 1887, trois cents dollars.....$300 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$300 00

INTÉRÊT DU FONDS D'ÉCOLES.

Pour le paiement de l'intérêt sur le fonds d'école (article 233 de la Constitution), pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$15,234 79

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$15,234 79

S'il reste un excédant, il sera employé à payer l'intérêt dû pour les années précédant 1880.

Pour le paiement de l'intérêt sur le fonds de collége (Article 233 de la Constitution) à payer au "Seminary of Learning", pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$5,400 00

Pour l'année se terminant le 30 juin 1888.....$5,400 00

Pour le paiement de l'intérêt sur le fonds dû au Collége d'Agriculture et d'Industrie Article 233 de la Constitution), pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$9,115 69

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$9,115 69

FONDS D'INTÉRÊT.

Pour payer les coupons à intérêt réduit sur les bons consolidés de l'Etat de la Louisiane, qui ont été estampillés en vertu des dispositions de l'ordonnance constitutionnelle relative à la dette de l'Etat, et pour estampiller les bons à intérêt réduit, à Londres et à New York, sans que l'exige la loi, à prendre sur les fonds d'intérêt de 1881 et 1885.....$2,000.00

Pour dépenses et frais de commis, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.....$1,500 00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$1,500 00

A PRENDRE DU FONDS DE L'INGÉNIEUR.

Pour construire, réparer et entretenir les levées, $200,000.00, ou telle partie de cette somme que rapportera la taxe d'un *mill* prélevée pour les levées ou que l'Etat se procurera par autre moyen, pendant l'année se terminant le 30 juin 1887.$200,000.00

Pendant l'année se terminant le 30 juin 1888.....$200,000.00

Pour salaire de l'Ingénieur en chef d'Et